

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-huitième session

Rome, 13-14 septembre 2006

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION D'ASSISTANCE FINANCIÈRE À

LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIET NAM

POUR LE

**PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA PARTICIPATION DES PAUVRES AUX
MARCHÉS DANS LES PROVINCES DE HA TINH ET TRA VINH**

Pour: Approbation

Note à l'intention des Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques sur le présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Atsuko Toda

Chargé de programme de pays

tél.: +39-06-5459-2638

courriel: at.toda@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

tél.: +39-06-5459-2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
RECOMMANDATION D'APPROBATION	iv
CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME	v
RÉSUMÉ DU FINANCEMENT	vi
NOTE DE PRÉSENTATION	vii
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Viet Nam	2
DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME	4
A. Zone du programme et groupe cible	4
B. Objectifs et portée	4
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	11
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	12
J. Aspects novateurs	12
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION	13
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE FINANCEMENT NÉGOCIÉ	15

APPENDICES

I.	COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II.	PREVIOUS IFAD FINANCING IN VIET NAM (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU VIET NAM)	2
III.	LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV.	IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS AND RESPONSIBILITIES (DISPOSITIONS ET RESPONSABILITÉS RELATIVES À L'EXÉCUTION)	11
V.	ORGANIGRAMME	13
VI.	PROCUREMENT ARRANGEMENTS (DISPOSITIONS RELATIVES AUX PASSATIONS DE MARCHÉ)	14

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Dong (VND)
1,00 USD	=	16 000 VND
1 000 VND	=	0,0625 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

ACDI	Agence canadienne de développement international
APD	Aide publique au développement
BVADR	Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural
DFID	Ministère du développement international (Royaume-Uni)
GTZ	Office allemand de la coopération technique
JBIC	Banque japonaise pour la coopération internationale
M4P	Making Markets Work for Poor
PME	Petites et moyennes entreprises
S&E	suivi et évaluation
UPC	Unité provinciale de coordination

GOVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIET NAM**ANNÉE BUDGÉTAIRE**1^{er} janvier– 31 décembre

RECOMMANDATION D'APPROBATION

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition d'assistance financière à la République socialiste du Viet Nam pour le Programme d'amélioration de la participation des pauvres aux marchés dans les provinces de Ha Tinh et Tra Vinh, telle qu'exprimée au paragraphe 44 ci-dessous.

CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIET NAM

**PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA PARTICIPATION DES PAUVRES AUX
MARCHÉS DANS LES PROVINCES DE HA TINH ET TRA VINH**

RÉSUMÉ DU FINANCEMENT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
GOVERNEMENT BÉNÉFICIAIRE:	République socialiste du Viet Nam
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Comité populaire de la province de Ha Tinh Comité populaire de la province de Tra Vinh
COÛT TOTAL DU PROGRAMME:	37,3 millions de USD
MONTANT DU FINANCEMENT DU FIDA:	Prêt: 17,55 millions de DTS (équivalent approximativement à 26,0 millions de USD) Don: 270 000 DTS (équivalent approximativement à 400 000 USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.
COFINANCEURS:	– Allemagne ^a – Ministère du développement international – Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (DFID) – Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural (BVADR)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	Allemagne: 3,9 millions de USD ^a DFID: 600 000 USD BVADR: 1,2 million de USD (dans le cadre de l'opération Making Markets Work Better for the Poor [M4P] – Phase II)
CONDITIONS DU COFINANCEMENT:	Dons
CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT BÉNÉFICIAIRE:	4,1 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	1,1 million de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

^a L'Allemagne, par l'intermédiaire de l'Office allemand de la coopération technique (GTZ), apporterait 2,6 millions de USD destinés au financement des coûts d'assistance technique, de formation et d'ateliers pour les trois premières années du programme. Il est prévu que l'Allemagne continue de financer les deux années suivantes. Toutefois, afin de ne pas devancer l'éventuel accord avec le Gouvernement du Viet Nam concernant la période de financement suivante, dans le tableau 2 ces coûts ont été imputés à un "donateur bilatéral".

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Le programme d'amélioration de la participation des pauvres aux marchés dans les provinces de Ha Tinh et Tra Vinh profitera directement aux ménages ruraux pauvres de 50 communes pauvres de Ha Tinh, et 30 communes de Tra Vinh. Parce qu'il est axé sur les investissements favorisant la création d'emplois et l'amélioration de l'accès au marché, le programme contribuera à l'accroissement des revenus ruraux pour les groupes suivants: i) les pauvres continuant de pratiquer l'agriculture; ii) les pauvres qui mettent sur pied leurs propres microentreprises/entreprises familiales dans les zones rurales; iii) les pauvres qui trouvent des emplois permanents et deviennent salariés; et iv) les entrepreneurs locaux investissant dans de petites et moyennes entreprises créatrices d'emplois. Le programme ciblera les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables dont les membres sont sous-employés et les exploitations ne dégagent pas de bénéfice; les femmes et les ménages dirigés par une femme; les jeunes sous-employés; et les minorités ethniques, notamment les Khmer à Tra Vinh.

Pourquoi sont-ils pauvres? L'analyse du marché foncier, du marché du travail, du marché financier, et enfin des marchés des produits et des services, effectuée dans un échantillon de communes a permis de dégager les caractéristiques générales suivantes: i) manque de terres, tailles des parcelles rendant ces dernières non économiquement exploitables, existence d'une paysannerie sans terre, propriété foncière incertaine, allocation incomplète des terres, manque de transparence dans les transactions foncières; ii) pour les marchés du travail: main-d'œuvre excédentaire, sous-emploi dans les zones rurales, compétences inadaptées des ménages pauvres et inadéquation entre les compétences et les emplois proposés, enfin information limitée sur l'emploi; iii) pour les marchés financiers: prêts de montants modestes et de courte durée, et crédit disponible pour les entreprises insuffisant par rapport à la demande; iv) pour les marchés des produits: transformation limitée, désorganisation des opérations post-récolte, qualité médiocre des produits, exclusion des pauvres des chaînes de valeur; et v) accès routiers aux villages et entre les communes difficiles, réseau électrique public détérioré, réseaux d'irrigation en mauvais état, et efficacité limitée des services de vulgarisation agricole.

Que va faire le programme pour les groupes cibles? L'objectif est de contribuer à l'amélioration durable des revenus des pauvres dans les provinces de Ha Tinh et Tra Vinh, en facilitant leur accès et leur participation aux marchés, d'une manière susceptible d'être transposée ailleurs au Viet Nam. Les grands axes du programme sont les suivants: i) amélioration des principaux marchés et des mécanismes, processus et liens commerciaux – dans l'intérêt direct ou indirect des pauvres; ii) création d'emplois non agricoles et amélioration des revenus agricoles; et iii) rattachement des initiatives axées sur le marché aux besoins et aux priorités des communes pauvres dans un environnement commercial plus performant.

Comment les bénéficiaires vont-ils participer au programme? Les communes sélectionnées seront celles qui affichent les taux de pauvreté parmi les plus élevés et qui n'ont jamais bénéficié de l'appui de donateurs dans le passé, ou n'ont bénéficié que d'un appui modeste. Le point d'ancrage des activités du programme sera un processus participatif de planification comportant une étude participative de marché réalisée dans chaque commune en vue d'identifier les besoins et les aspirations des différentes catégories de la société et leurs priorités concernant les investissements du programme dans leur communauté. Le programme fera en sorte que les pauvres bénéficient pleinement des possibilités offertes, par exemple, la formation professionnelle/pratique, les services d'appui au développement des entreprises, le crédit et les autres initiatives du programme. Le programme sera exécuté d'une manière hautement décentralisée et participative mettant l'accent sur la transparence et l'obligation de rendre des comptes. Le programme associera des représentants des groupes cibles au suivi du programme, aux mécanismes de remontée de l'information et à l'évaluation participative.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION
D'ASSISTANCE FINANCIÈRE À
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIET NAM
POUR LE
PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA PARTICIPATION DES PAUVRES AUX
MARCHÉS DANS LES PROVINCES DE HA TINH ET TRA VINH

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition d'assistance financière à la République socialiste du Viet Nam comportant un prêt d'un montant de 17,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 26,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables et un don d'un montant de 270 000 DTS (équivalant approximativement à 400 000 USD) en vue de contribuer au financement du programme d'amélioration de la participation des pauvres aux marchés dans les provinces de Ha Tinh et Tra Vinh. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Au Viet Nam, la croissance réelle du PIB global a été égale en moyenne à 7,2%, de 2000 à 2004 inclus. Le moteur de l'économie a été l'industrie dont la croissance annuelle a été de 10,1%, contre 6,4% pour les services et 3,8% pour l'agriculture pendant la même période. La contribution de l'agriculture (y compris la foresterie et la pêche) au PIB national est tombée de 24,5% en 2000 à 21,7% en 2004. En dépit de son déclin régulier, l'agriculture reste le secteur dominant puisqu'elle mobilise 55% de la population active et fournit plus de 25% de la valeur des exportations. Étant donné qu'une grande partie de la population est tributaire de l'agriculture et que la superficie des terres arables est limitée, la taille moyenne des exploitations est l'une des plus petites dans le monde. En 2005, les entreprises privées et individuelles ont généré environ 40% du PIB national dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche, de la petite industrie, du commerce et des services. Selon l'enquête sur le niveau de vie des ménages au Viet Nam, conduite en 2002, le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de la pauvreté avait diminué, passant de 58% en 1993 à 37% en 1998 et 29% en 2002, et la tendance se poursuit (plus récemment, en 2005, un nouveau seuil de la pauvreté a été introduit par le Ministère du travail, des invalides et des affaires sociales; toutefois, les chiffres cités sont ceux qui ont été enregistrés antérieurement).

2. À Ha Tinh, plus de 50% du PIB provincial provient de l'agriculture (foresterie et pêche incluses). Pour bon nombre de ménages, la petite taille des exploitations ne permet guère de générer des surplus et l'agriculture ne pourvoit qu'à la subsistance de base. Alors que le riz et l'arachide sont les cultures dominantes, en particulier dans les plaines, on assiste à l'adoption de formes de production de plus grande valeur telles que les arbres fruitiers et l'élevage. Les agriculteurs des hautes terres misent sur le maïs, les fruits et l'élevage. Dans la ceinture côtière, la pêche conserve son importance

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

bien qu'un nombre croissant de ménages l'associent à l'agriculture. Bien que la province de Tra Vinh reste l'une des plus pauvres du delta du Mékong, son PIB provincial a progressé de 12% ces cinq dernières années avec une croissance de 4% dans le secteur de l'agriculture, 21% dans celui de la pêche, 16% dans celui de l'industrie, 31% dans celui du bâtiment et 16% dans celui des services. L'agriculture est le secteur dominant puisqu'elle compte pour 56% du PIB provincial. Le riz est la principale culture mais on observe une tendance à la diversification et l'intensification avec l'adoption de cultures de valeur plus élevée telles que les légumes et les cultures industrielles.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

3. Plusieurs enseignements tirés des projets antérieurs du FIDA ont été particulièrement utiles pour la conception du présent programme. Les enseignements d'ordre général applicables à la conception du programme sont les suivants: i) lien étroit entre les composantes; ii) flexibilité pendant l'exécution pour faire face aux changements de l'environnement de l'intervention; et iii) simplicité de la conception avec un plus petit nombre de composantes et d'activités. Dans les communautés, l'inclusion d'une plus grande diversité de parties prenantes est importante parce que les ménages un peu plus aisés ont souvent des compétences et des liens avec le marché, et sont prêts à prendre des risques ou à lancer de nouvelles initiatives. L'engagement des collectivités provinciales est crucial pour la création d'un environnement juridique et institutionnel propice à la décentralisation permettant aux communes de s'approprier les investissements et de prendre la responsabilité financière et administrative des projets décentralisés. La coordination active avec les programmes publics en cours d'exécution, avec les processus de planification (par exemple, la planification et la préparation des budgets au niveau des communes), et avec les projets des autres donateurs, améliore l'impact des activités mises en œuvre.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Viet Nam

4. **Politique du Viet Nam en matière d'éradication de la pauvreté.** Le plan de développement socio-économique 2006-2010 vise à réduire le taux de pauvreté, c'est-à-dire, le pourcentage de personnes vivant au-dessous du seuil de la pauvreté, pour le faire passer à 15-16% d'ici 2010. En vertu de sa stratégie de développement rural, le plan de développement socio-économique comporte trois grands axes: i) créer des emplois non agricoles et hors exploitation grâce à l'accélération des réformes concernant les marchés, en diversifiant l'agro-industrie et l'industrie de transformation, en améliorant les systèmes de commercialisation et en fournissant aux agriculteurs et aux ruraux pauvres un meilleur accès à ces marchés par le biais de services d'appui et d'outils de gestion des risques; ii) soutenir et gérer les ressources naturelles pour améliorer la sécurité des moyens de subsistance, la décentralisation et le renforcement des capacités au niveau de la base, et la protection de l'environnement moyennant la promotion de moyens de subsistance durables; et iii) placer la réduction de la pauvreté au centre des préoccupations grâce à l'inclusion et à l'autonomisation, en mettant l'accent sur le développement tant des organisations rurales à assise communautaire que des prestataires de services privés. Un grand nombre de programmes de réduction de la pauvreté de portée nationale visent à aider les pauvres et les autres groupes vulnérables par le biais d'investissements directs, transfert de technologies, crédit, formation professionnelle et construction d'infrastructures.

5. **Activités des autres grands donateurs en matière de lutte contre la pauvreté.** Le programme a été conçu en consultation avec les projets financés par l'aide publique au développement (APD), exécutés à Ha Tinh et Tra Vinh. À Ha Tinh, les activités revêtissant de l'importance pour le programme sont les suivantes: i) le projet de développement communautaire des infrastructures rurales, qui utilise une approche participative pour contribuer au développement de la capacité de planification des communes, investit dans les petites infrastructures rurales et appuie la génération de revenus grâce à l'emploi local (Banque mondiale); ii) le projet de développement des petites infrastructures en faveur des pauvres, qui finance les routes rurales, l'irrigation et les petits transformateurs (Banque japonaise pour la coopération internationale [JBIC]); iii) le programme de

développement de l'entrepreneuriat pour les femmes dans le centre du Viet Nam, qui organise des formations pour les entreprises dirigées par des femmes (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel); iv) la formation professionnelle, principalement axée sur le Centre professionnel technique Ha Tinh, englobant l'élaboration de programmes pédagogiques et la formation (Office allemand de la coopération technique [GTZ]); et v) le projet à objectifs multiples de réduction de la pauvreté, pour les infrastructures rurales (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Les autres initiatives de donateurs qui présentent de l'intérêt sont le projet de développement rural intégré (Agence canadienne de développement international [ACDI]), et le projet de développement de l'artisanat dans les villages (JBIC), qui devraient tous deux débiter en 2007.

6. À Tra Vinh, les initiatives de donateurs entrant en ligne de compte sont: i) le projet d'amélioration des moyens de subsistance, qui est axé sur le renforcement des capacités/la formation, la génération de revenus et le développement économique rural, la vulgarisation et les technologies agricoles, et les petites infrastructures rurales (ACDI); ii) le projet de renforcement des capacités des collectivités locales en matière de planification, préparation des budgets et gestion des ressources publiques, qui met en œuvre des activités pilotes pour améliorer les capacités locales dans les domaines de la planification participative du développement, de la préparation des budgets et de la gestion des ressources publiques (Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD]); ii) le projet de développement du district de Cau Ngang, qui porte en particulier sur l'éducation et l'alphabétisation des populations khmer, le développement des capacités des fonctionnaires locaux, des organisations populaires et des agriculteurs, les actions ayant trait aux ressources/questions foncières, les interventions relatives au VIH/sida, et la lutte contre la traite des femmes et des enfants (Action Aid); et iv) l'appui à la production et aux services de commercialisation, qui promeut des services de vulgarisation locaux aptes à répondre aux besoins des pauvres (OXFAM).

7. **Stratégie du FIDA au Viet Nam.** L'exposé des options et stratégies d'intervention du FIDA pour le Viet Nam (avril 2003) a défini pour stratégie centrale la conception et l'expérimentation d'approches novatrices de la réduction de la pauvreté susceptibles d'être élargies par le gouvernement et/ou d'autres organismes d'APD dans le contexte de la stratégie globale de croissance et de réduction de la pauvreté. Le portefeuille de projets/programmes du FIDA, clos ou en cours d'exécution, intervient à l'échelon de la province et vise les provinces les plus pauvres du pays, en particulier dans les hautes terres du Nord et dans la région du Centre-Nord. Ces projets sont classés dans la catégorie des projets de développement locaux à assise communautaire, et leur objectif est d'améliorer la situation socio-économique des ménages ruraux pauvres, en privilégiant les femmes et les minorités ethniques. Dans le contexte de la législation du gouvernement relative à la "démocratisation", les innovations consistent notamment en la décentralisation de l'appropriation, la planification, et la gestion financière et physique des petites infrastructures et des autres activités de projet aux niveaux de la commune et du village. Compte tenu de l'évolution de la structure de l'économie, le programme de pays du FIDA s'oriente vers l'adoption d'une stratégie de réduction de la pauvreté fondée sur le développement des entreprises, la création d'emplois et la promotion des compétences, les liens public-privé et l'intégration de l'agriculture dans l'économie de marché.

8. **Justification du programme.** La justification générale du programme est qu'il doit permettre aux ruraux pauvres de participer plus efficacement à l'économie de marché en pleine évolution. Les processus consultatifs aux niveaux de la commune, du district et de la province ont confirmé l'importance que revêtent l'accès amélioré aux services et aux financements; la capacité accrue d'interagir avec le marché et de tirer un plus grand bénéfice de la production; et, pour bon nombre de familles exploitant des parcelles ne permettant pas de dégager de bénéfice, davantage de perspectives économiques et des emplois stables et mieux rémunérés. Le programme cadre avec les politiques et la stratégie actuelles du gouvernement visant à promouvoir le développement du marché et les petites et moyennes entreprises (PME) et à permettre "aux pauvres et aux autres groupes vulnérables de participer aux initiatives de développement du marché et d'en tirer profit".

DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME

A. Zone du programme et groupe cible

9. **Zone du programme.** Sept districts ont été sélectionnés dans chacune des provinces, avec 50 communes pour Ha Tinh et 30 communes pour Tra Vinh. Bien que le programme soit centré sur deux provinces, son mandat est beaucoup plus vaste. Le programme permettra d'introduire, de mettre au point et de perfectionner des activités susceptibles d'être étendues au niveau national et dans d'autres provinces. Les deux provinces sont pauvres et comptent une importante population rurale pauvre: à Ha Tinh, le taux moyen de pauvreté est de 39%, 23% des communes affichent des taux de pauvreté supérieurs à 50%² et près de 40% des ménages sont classés comme pauvres; à Tra Vinh, 33% des ménages sont classés comme pauvres et le fait qu'un grand nombre de paysans ne disposent pas de terre pose un grave problème. L'analyse du marché foncier, du marché du travail, du marché financier, et enfin des marchés des produits et des services, effectuée dans un échantillon de communes a permis de dégager les caractéristiques générales suivantes: i) manque de terres, tailles des parcelles rendant ces dernières non économiquement exploitables, existence d'une paysannerie sans terre, propriété foncière incertaine, allocation incomplète des terres, manque de transparence dans les transactions foncières; ii) pour les marchés du travail: main-d'œuvre excédentaire, sous-emploi dans les zones rurales, compétences inadaptées des ménages pauvres et inadéquation entre les compétences et les emplois proposés, enfin information limitée sur l'emploi; iii) pour les marchés financiers: prêts de montants modestes et de courte durée, et crédit disponible pour les entreprises insuffisant par rapport à la demande; iv) pour les marchés des produits: transformation limitée, désorganisation des opérations post-récolte, qualité médiocre des produits, exclusion des pauvres des chaînes de valeur; et v) accès routiers aux villages et entre les communes difficiles, réseau électrique public détérioré, réseaux d'irrigation en mauvais état, et efficacité limitée des services de vulgarisation agricole.

10. **Groupe cible.** Parce qu'il est axé sur les investissements favorisant la création d'emplois et l'amélioration de l'accès au marché, le programme devrait contribuer à l'accroissement des revenus ruraux des groupes suivants: i) les pauvres continuant de pratiquer l'agriculture; ii) les pauvres qui mettent sur pied leurs propres microentreprises/entreprises familiales dans les zones rurales; iii) les pauvres qui trouvent des emplois permanents et deviennent salariés; et iv) les entrepreneurs locaux investissant dans des PME créatrices d'emplois. Le programme ciblera les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables dont les membres sont sous-employés et les exploitations ne dégagent pas de bénéfice; les femmes et les ménages dirigés par une femme; les jeunes sous-employés; et les minorités ethniques, notamment les Khmer à Tra Vinh. Le point d'ancrage sera un processus participatif de planification comportant une étude participative des marchés réalisée dans chaque commune en vue d'identifier les besoins et les aspirations des différentes catégories de la société et leurs priorités concernant les investissements du programme dans leur communauté.

B. Objectifs et portée

11. L'objectif est de contribuer à l'amélioration durable des revenus des pauvres dans les zones rurales du Viet Nam. Plus spécifiquement, il est de faciliter l'accès et la participation des ruraux pauvres aux marchés dans les provinces de Ha Tinh et de Tra Vinh, d'une manière susceptible d'être transposée ailleurs au Viet Nam. Les grands axes du programme sont les suivants: i) amélioration des principaux marchés et des mécanismes, processus et liens commerciaux – dans l'intérêt direct ou indirect des pauvres; ii) création d'emplois non agricoles et amélioration des revenus agricoles; et iii) rattachement des initiatives axées sur le marché aux besoins et aux priorités des communes pauvres dans un environnement commercial plus performant. La cible directe du programme se compose des sept districts sélectionnés dans chaque province, et plus précisément de 50 communes à

² Proportion des ménages où le niveau de pauvreté est plus élevé que le seuil fixé par le Ministère du travail, des invalides et des affaires sociales.

Ha Tinh et 30 communes à Tra Vinh, (il y a moins de communes à Tra Vinh parce que la population par commune y est en moyenne deux fois plus importante qu'à Ha Tinh). Dans une perspective plus large, le programme générera des enseignements et des expériences qui serviront de bases à la transposition des approches et interventions axées sur le marché jugées performantes.

C. Composantes

Appui au développement de débouchés commerciaux au niveau des communes

12. Cette composante vise à améliorer les moyens de subsistance des pauvres en rendant plus fructueuses leur interaction avec les marchés et leur participation aux marchés. Cette composante est le pivot du programme et le point d'ancrage de ses autres interventions.

13. **Renforcement des capacités et sensibilisation en matière d'intégration dans les marchés.** Cette sous-composante couvre trois activités: i) information/études/analyses sur les marchés; ii) renforcement des capacités axé sur l'intégration dans les marchés; et iii) sensibilisation. La première activité débouchera sur l'élaboration d'une base de données sur les marchés pour chaque commune, avec une analyse de l'offre de la commune (produits, matériaux autochtones, produits semi-transformés, main-d'œuvre, etc.) et une évaluation des filières, du marché de l'emploi, des services financiers et de toutes les autres informations relatives aux marchés. L'activité associera la cartographie participative de la pauvreté/des caractéristiques sociales à la dynamique de la commune. La deuxième activité consistera à donner aux dirigeants des communes et des villages une formation sur l'économie marchande, le rôle des pauvres dans les marchés et la manière de conduire une planification axée sur le marché. La troisième activité impliquera de travailler avec les ménages pour faire en sorte qu'ils comprennent bien tant les possibilités qui leur sont offertes que la manière dont le programme pourra faciliter leur accès aux différents marchés et aux ressources mises à leur disposition par son intermédiaire.

14. **Planification du développement de débouchés commerciaux au niveau des communes.** Cette sous-composante comporte une série de processus participatifs visant l'identification des besoins et des priorités des principaux groupes cibles du programme – ménages vivant au-dessous du seuil de la pauvreté, femmes, jeunes et minorités ethniques – afin qu'ils participent activement à la planification et à la prise de décisions. Le plan communal de développement de débouchés commerciaux se composera d'une proposition de la commune relative à l'allocation des fonds d'investissement disponibles au titre du budget communal de développement de débouchés commerciaux, et d'une évaluation de la demande d'appui et de services soit auprès d'autres initiatives du programme, par exemple, une formation professionnelle/pratique et un appui au développement des entreprises pour lancer/étendre des microentreprises/entreprises familiales, ou bien un financement au titre de la ligne de crédit et du fonds pilote de capital-risque du programme; soit auprès de formes d'appui autres que le programme.

15. **Budget communal de développement de débouchés commerciaux.** Cette sous-composante consistera en un fonds alimenté par des dons, mis à la disposition de la commune qui le gérera et en sera propriétaire. Son utilisation et son affectation seront déterminées par les propositions présentées dans le plan communal de développement de débouchés commerciaux. Le montant du fonds variera en fonction de l'importance de la population de la commune; en moyenne, une somme de 160 000 USD, à décaisser sur une période de trois ans, sera mise à la disposition de chaque commune. Il est proposé que les fonds du budget communal de développement de débouchés commerciaux soient alloués à trois grands types d'investissement dans la commune: i) infrastructures économiques; ii) formation, renforcement des capacités et service de conseil sur les marchés; et iii) groupements féminins d'épargne et de crédit.

Promotion des entreprises/de la création d'emplois et développement des marchés

16. Cette composante vise à faciliter l'accès des ruraux pauvres à l'emploi, en mettant en rapport les demandeurs d'emplois des communes du programme et les offres d'emploi, et à accroître la valeur ajoutée de leur production moyennant la formation pratique requise et la promotion des microentreprises/entreprises familiales et des PME.

17. **Lien avec l'emploi et amélioration des compétences.** Cette sous-composante comporte trois éléments: i) les activités préparatoires; ii) la formation dispensée par les centres de formation professionnelle; et iii) la formation en entreprise. Les activités préparatoires assureront l'information dans chaque commune du programme sur les possibilités de formation pratique et d'emploi offertes par l'intermédiaire du programme, et seront intégrées dans l'action de "renforcement des capacités et sensibilisation en matière d'intégration dans les marchés" conduite au titre de la composante appui au développement de débouchés commerciaux au niveau des communes. Elles impliqueront l'évaluation des besoins en main-d'œuvre /demandes d'emploi, la préparation de sessions de formation pratique (formations de courte durée ne dépassant pas trois mois) assorties de services extérieurs de formation accessibles aux pauvres et aux populations khmers et adaptés à leurs besoins, et la formation des formateurs provenant des centres de formation professionnelle participants, par des spécialistes nationaux de la formation recrutés au titre du programme. La formation dispensée par les centres de formation professionnelle doit être proposée aux demandeurs d'emplois pauvres des communes du programme, avec pour condition que 90% au moins des participants, dont 50% de femmes, soient issus de ménages pauvres et que les Khmers soient représentés d'une manière proportionnelle. Une formation en entreprise sera proposée avec pour condition additionnelle que les entreprises participantes fournissent un emploi aux stagiaires performants.

18. **Développement des marchés et appui aux entreprises.** Cette sous-composante est articulée autour de trois éléments: i) analyse des marchés et base de données; ii) appui aux entreprises et aux filières commerciales; et iii) appui à l'environnement commercial. L'analyse des marchés et l'élaboration d'une base de données obligeront à étudier les avantages comparatifs des produits, le contexte commercial et les possibilités d'investissement, par les ménages et les entreprises des communes du programme, dans des chaînes de valeur de produits pouvant présenter un intérêt pour les pauvres. L'appui aux entreprises et aux filières commerciales facilitera la prestation de services de développement des entreprises destinés aux microentreprises familiales des communes du programme et aux PME liées à ces communes soient par le biais du commerce soit parce qu'elles créent des emplois accessibles à la population des communes. Les activités de conseil pour le développement des entreprises seront directement assurées par le personnel du programme, ou bien confiées par l'entreprise à un prestataire recruté sous contrat, et financées par le fonds d'appui aux entreprises et aux filières commerciales de la composante. Un élément majeur de l'appui consistera à aider les entreprises à préparer des plans d'entreprise pour faciliter leur accès à des financements, y compris ceux qui sont mis à disposition au titre de la ligne de crédit et du fonds capital-risque du programme. L'appui à l'environnement commercial couvre le renforcement des capacités des prestataires privés de services de développement des entreprises, l'appui à la création et au fonctionnement d'un conseil consultatif provincial sur le développement des entreprises, mais aussi l'organisation de foires provinciales pour le commerce et l'investissement et l'élaboration d'un répertoire du commerce et de l'investissement.

Financement des entreprises

19. L'objectif de cette composante est d'améliorer la disponibilité des financements afin de répondre aux besoins des microentreprises/entreprises familiales et des PME qui aident les ruraux pauvres, en ouvrant une ligne de crédit en leur faveur par le biais d'un intermédiaire financier existant et en recourant à titre pilote à un nouvel instrument financier au service des PME, à savoir, le capital-risque.

20. **Ligne de crédit en faveur des microentreprises/entreprises familiales et des PME.** La ligne de crédit sera gérée par la Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural (BVADR). Elle s'additionnera aux financements habituellement fournis par la BVADR dans les deux provinces (ou les complétera), tout en étant exclusivement réservée au financement des entreprises agréées par le programme. On privilégiera les microentreprises/entreprises familiales appartenant à des ménages/habitants des communes et/ou installées dans les communes du programme, et les PME qui fournissent des emplois aux pauvres, contribuant ainsi à améliorer leurs revenus. La sous-composante prévoit la formation des agents de terrain de la BVADR afin qu'ils puissent mieux gérer leur portefeuille de prêts ainsi que la ligne de crédit du programme – en particulier la part destinée aux microentreprises/entreprises familiales.

21. **Fonds pilote de capital-risque.** Le fonds pilote de capital-risque sera géré par la BVADR. Les placements potentiels en actions varieront de 20 000 USD à 200 000 USD et seront utilisés pour prendre une participation minoritaire (jusqu'à 49% des actions à droit de vote) dans une entreprise: ainsi, l'entreprise bénéficiaire devra fournir une participation complémentaire de 51% au moins. Le fonds pilote de capital-risque financera les entreprises présentant un potentiel élevé en termes de création d'emplois et/ou ayant d'autres liens positifs avec les ruraux pauvres de Ha Tinh et Tra Vinh. Ce fonds sera mis à la disposition des sociétés dont le fonctionnement passé est satisfaisant et les perspectives de croissance prometteuses, mais une part des placements sera fournie à des entreprises nouvelles dotées d'un plan d'entreprise solide et d'un personnel d'encadrement motivé et compétent.

Coordination du programme

22. Cette composante vise à garantir l'efficacité de la gestion du programme et à faire en sorte qu'il puisse servir de base à la transposition de ses approches et interventions performantes ailleurs dans le pays.

23. Une unité provinciale de coordination (UPC) sera responsable de l'exécution au jour le jour de toutes les activités, exception faite de la gestion de la ligne de crédit et du fonds pilote de capital-risque, qui seront du ressort de la BVADR. L'UPC se composera d'un directeur de programme, d'un directeur adjoint, d'une unité financière et administrative, d'une unité chargée de la planification au niveau des communes, d'une unité d'appui à la promotion de l'emploi/des marchés et au développement des entreprises, d'un coordonnateur du crédit, d'une unité de planification/suivi et évaluation (S&E), et de personnel d'assistance. Les équipes d'appui au programme au niveau du district, formées d'un assistant chargé du S&E/planification et d'un assistant chargé de la commercialisation/appui au développement des entreprises, seront recrutées à plein temps. La supervision de l'équipe de district incombera au président du comité populaire de district qui s'y consacrera à temps partiel. Chacune des communes participantes établira une équipe d'appui au programme au niveau de la commune, composée de deux employés à plein temps – un comptable communal et un animateur du développement – assistés par deux responsables du comité populaire de la commune, le président et le trésorier, qui seront mobilisés à temps partiel.

24. L'unité de gestion des savoirs sera établie en partenariat avec les initiatives "Making Markets Work for Poor" (M4P) de la Banque asiatique de développement/DFID. Elle aura les responsabilités suivantes: appui à l'exécution (services techniques et services de conseil spécialisés); appui à l'établissement/l'orientation du fonds pilote de capital-risque; appui au suivi, évaluation et apprentissage; gestion et partage des savoirs; communication, plaidoyer et concertation sur les politiques; et enfin cohérence et efficacité de l'aide.

25. **Suivi et évaluation.** Le suivi fera partie intégrante du mécanisme de coordination du programme, une grande partie des données de suivi étant collectées et communiquées par les équipes d'appui au programme au niveau des communes, aidées dans chaque district par l'assistant chargé du S&E des équipes d'appui au programme au niveau du district. Dans chaque UPC, le chef de l'unité de

suivi, évaluation et évaluation économique sera responsable de la collecte des données de suivi et de la compilation des rapports d'activité de la province. L'UPC collectera des données sur l'avancement et l'impact cohérentes avec les indicateurs clés du système de gestion des résultats et de l'impact du FIDA. On établira un système de gestion informatisé pour disposer d'un système général de collecte, d'analyse et d'échange de données. L'unité de gestion des savoirs aura pour tâche d'agréger régulièrement l'information quantitative montrant les progrès accomplis dans chaque région, en la confrontant aux indicateurs du cadre logique.

Budget d'incitation à la performance

26. Le budget d'incitation à la performance sera un outil permettant à la direction du programme de rallonger le budget de toute activité du programme ayant donné de bons résultats et ayant un impact substantiel en permettant aux pauvres de participer plus activement aux marchés et d'en tirer de plus grands bénéfices. En consultation avec le FIDA, ces fonds seront partagés également entre les deux provinces et seront alloués au moment de l'examen à mi-parcours et pendant les années suivantes. Si l'on constate que le décaissement est beaucoup plus rapide dans l'une des deux provinces ou qu'une ou plusieurs composantes ayant un impact majeur sur les pauvres sont freinées en raison de l'insuffisance de fonds, le gouvernement en consultation avec le FIDA pourrait décider d'allouer à la province en question une part supérieure du budget d'incitation à la performance.

D. Coûts et financement

27. Le programme sera exécuté sur une période de cinq ans. Le montant total des coûts est estimé à 37,3 millions de USD, dont 36,0 millions de USD pour les coûts de base. Les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers sont toutes les deux limitées, correspondant à 2% environ des coûts de base, et la part de devises est réduite. On estime que les droits et taxes inclus dans le total des coûts du programme représentent moins de 6%.

28. Les financeurs du programme proposés sont: le FIDA, dans le cadre d'un prêt de 26,0 millions de USD (59,7%) et d'un don de 400 000 USD (1,1%), le DFID, avec une contribution de 600 000 USD (1,6%) dans le cadre du M4P-Phase II; l'Allemagne, par l'intermédiaire du GTZ, avec une contribution de 3,9 millions de USD (7% pendant les trois premières années du programme, suivis d'un supplément de 3,5% sous réserve d'un accord entre le Gouvernement allemand et celui du Viet Nam); le Gouvernement du Viet Nam, avec une contribution de 4,1 millions de USD (11,1%); la BVADR, avec une contribution de 1,2 million de USD (3,2%); et les bénéficiaires, avec une contribution de 1,1 million de USD (2,9%). Le GTZ pourvoira à la majeure partie des besoins d'assistance technique et de formation des besoins du programme et le financement de l'unité de gestion des savoirs sera assuré grâce aux fonds alloués par le DFID et le FIDA dans le cadre du M4P-Phase II.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Appui au développement de débouchés commerciaux au niveau des communes					
1. Renforcement des capacités et sensibilisation en matière d'intégration dans les marchés	181	184	365	51	1
2. Planification du développement de débouchés commerciaux au niveau des communes	1 532	1 057	2 589	41	7
3. Budget communal de développement de débouchés commerciaux	13 617	-	13 617	-	38
Sous-total	15 330	1 242	16 571	7	46
Promotion des entreprises/de la création d'emplois et développement des marchés					
1. Lien avec l'emploi et amélioration des compétences	2 817	788	3 604	22	10
2. Développement des marchés et appui aux entreprises	1 808	1 054	2 862	37	8
Sous-total	4 624	1 842	6 466	28	18
Financement des entreprises					
1. Ligne de crédit	6 310	34	6 344	1	18
2. Fonds pilote de capital-risque	1 079	175	1 254	14	3
Sous-total	7 388	210	7 598	3	21
Coordination du programme					
1. Gestion du programme	2 364	604	2 968	20	8
2. Unité de gestion des savoirs	324	585	910	64	3
Sous-total	2 688	1 189	3 878	31	11
Budget d'incitation à la performance	1 500	-	1 500	-	4
Total des coûts de base	31 531	4 482	36 013	12	100
Provision pour aléas d'exécution	475	127	601	21	2
Provision pour aléas financiers	463	223	686	32	2
Total des coûts du programme	32 469	4 832	37 301	13	104

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composantes	Prêt du FIDA		Don du FIDA		DFID dans le cadre du M4P – Phase II		Allemagne (GTZ)		Donateur bilatéral		Gouvernement		BVADR		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors Taxes)	Droits et taxes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%				
Appui au développement de débouchés commerciaux au niveau des communes																						
1. Renforcement des capacités et sensibilisation en matière d'intégration dans les marchés	179	45,5	-	-	-	-	129	32,7	68	17,3	18	4,5	-	-	-	-	394	1,1	199	176	18	
2. Planification du développement de débouchés commerciaux au niveau des communes	465	16,0	-	-	-	-	1 104	38,1	502	17,3	829	28,6	-	-	-	-	2 901	7,8	1 141	1 693	67	
3. Budget communal de développement de débouchés commerciaux	11 603	85,2	-	-	-	-	-	-	-	-	1 226	9,0	-	-	789	5,8	13 617	36,5	-	12 391	1 226	
Sous-total	12 247	72,4	-	-	-	-	1 233	7,3	570	3,4	2 073	12,3	-	-	789	4,7	16 912	45,3	1 340	14 261	1 310	
Promotion des entreprises/de la création d'emplois et développement des marchés																						
1. Lien avec l'emploi et amélioration des compétences	2 657	68,0	-	-	-	-	592	15,2	330	8,4	326	8,3	-	-	-	-	3 906	10,5	854	2 760	292	
2. Développement des marchés et appui aux entreprises	1 342	44,7	-	-	-	-	705	23,5	342	11,4	320	10,7	-	-	291	9,7	2 999	8,0	1 116	1 709	175	
Sous-total	3 999	57,9	-	-	-	-	1 297	18,8	672	9,7	646	9,4	-	-	291	4,2	6 905	18,5	1 969	4 469	467	
Financement des entreprises																						
1. Ligne de crédit	5 137	80,6	-	-	-	-	-	-	-	-	33	0,5	1 200	18,8	-	-	6 371	17,1	37	6 300	33	
2. Fonds pilote de capital-risque	1 274	99,7	-	-	-	-	-	-	-	-	4	0,3	-	-	-	-	1 278	3,4	193	1 081	4	
Sous-total	6 412	83,8	-	-	-	-	-	-	-	-	37	0,5	1 200	15,7	-	-	7 649	20,5	230	7 382	37	
Coordination du programme																						
1. Gestion du programme	1 830	54,8	-	-	-	-	82	2,5	58	1,7	1 371	41,0	-	-	-	-	3 341	9,0	655	2 408	278	
2. Unité de gestion des savoirs	-	-	400	40,3	590	59,4	-	-	-	-	3	0,4	-	-	-	-	994	2,7	637	353	3	
Sous-total	1 830	42,2	400	9,2	590	13,6	82	1,9	58	1,3	1 374	31,7	-	-	-	-	4 335	11,6	1 292	2 761	282	
Budget d'incitation à la performance	1 500	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 500	4,0	-	1 500	-	
Total des coûts du programme	25 988	69,7	400	1,1	590	1,6	2 612	7,0	1 300	3,5	4 130	11,1	1 200	3,2	1 080	2,9	37 301	100,0	4 832	30 373	2 096	

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

29. **Passation des marchés.** Tous les marchés de biens, travaux de génie civil et services de consultants relevant du prêt et du don du FIDA seront passés conformément aux directives du FIDA en la matière. Le plan initial de passation des marchés pour une période de 18 mois sera élaboré et approuvé par le FIDA dans le cadre du premier plan de travail et budget annuel, avant la première demande de retrait sur le compte de prêt.

30. **Décaissements.** Pendant la période de démarrage du programme, trois comptes spéciaux (un pour chaque province et un pour la BVADR), libellés en dollars des États-Unis, seront ouverts auprès de la VIETCOMBANK ou d'une autre banque acceptable pour le FIDA. Le montant de l'allocation autorisée pour les trois comptes spéciaux s'élèvera à 3,5 millions de USD, dont – 1,25 million de USD sera mis à disposition respectivement sur le compte spécial de la province de Ha Tinh et sur le compte spécial de la province de Tra Vinh, et 1 million de USD sur le compte spécial de la BVADR. Deux comptes de projet séparés (en Viet Nam Dong) seront ouverts et tenus au Trésor provincial dans chaque province pour les ressources provenant du prêt et du don. Les fonds du programme affectés au financement des entreprises seront virés sur des comptes de projet de la BVADR (en Viet Nam Dong), dans un premier temps sur un compte du siège de la BVADR puis sur des comptes gérés par les agences provinciales de Ha Tinh et de Tra Vinh (conformément aux modalités et conditions de l'accord de financement subsidiaire).

31. **Vérification des comptes.** Le compte spécial et les comptes de programme seront soumis annuellement à une vérification indépendante. Le commissaire aux comptes examinera les comptes consolidés du programme, et vérifiera d'une manière aléatoire les documents justificatifs, les demandes de remboursement et le compte spécial, les relevés soumis par les organisations chargées de l'exécution pour les comptes liés aux activités du programme et la documentation justificative qu'elles conservent. Les vérificateurs des comptes certifieront les comptes, et émettront un avis séparé sur les comptes spéciaux. Cette vérification couvrira tous les retraits effectués sur ces comptes, y compris ceux qui s'appuient sur un relevé des dépenses. Le commissaire aux comptes préparera une lettre de gestion et il incombera aux missions de supervision de rendre compte des suites données aux recommandations qui y figurent.

F. Organisation et gestion

32. Le Ministère du plan et de l'investissement sera responsable de la coordination avec les donateurs et les autres ministères. Le Ministère des finances sera chargé de l'administration des fonds du programme et du remboursement du prêt. Il représente les autorités vietnamiennes en tant que "gouvernement bénéficiaire". L'unité de gestion des savoirs assurera la liaison entre les deux provinces et veillera au partage de l'expérience et des enseignements au niveau national et à leur diffusion dans les autres provinces. La responsabilité globale de l'exécution du programme incombera aux provinces.

33. Le comité populaire de chaque province sera l'organisme responsable en dernier ressort du programme dans sa province, les UPC étant chargées de la gestion et de l'exécution du programme. L'agence provinciale de la BVADR de chaque province sera responsable de la ligne de crédit et du fonds pilote de capital-risque du programme dans le cadre de la composante de financement des entreprises. Les équipes d'appui au programme au niveau du district interviendront principalement dans deux domaines clés: le S&E et le renforcement des capacités du district en matière de promotion du développement des marchés/entreprises. Les équipes d'appui au programme au niveau de la commune seront chargées d'appuyer les activités du programme au niveau de la commune.

34. Il appartiendra à un comité consultatif provincial de gestion du programme, dans chaque province, d'approuver les plans de travail et budgets annuels et de définir les grandes orientations et

stratégies. La direction du programme, en consultation avec le comité consultatif provincial de gestion du programme, établira un certain nombre de forums où les groupes d'intérêt clés de chaque province pourront exprimer leurs préoccupations et leurs aspirations. Les comités consultatifs de gestion du programme au niveau du district feront en sorte que les synergies et les enseignements tirés soient partagés entre les communes, et veilleront à l'efficacité de l'équipe d'appui au programme au niveau du district. On créera des comités consultatifs de gestion du programme au niveau des communes pour promouvoir la participation des représentants des différentes catégories de la société à l'échelon de la commune, en particulier les membres du comité populaire de la commune, les villageois pauvres, les femmes, les jeunes et les minorités ethniques.

G. Justification économique

35. Les principaux bénéficiaires du programme seront les ménages ruraux pauvres dans les 80 communes sélectionnées au titre du programme. Il est difficile d'estimer avec précision le nombre de bénéficiaires étant donné que la plupart des interventions du programme seront modelées par la demande. Pour la composante appui au développement de débouchés commerciaux au niveau de la commune, si on fait l'hypothèse que 30% des ménages des communes du programme en bénéficieront, il y aura approximativement 52 000 bénéficiaires directs. Au titre de la sous-composante lien avec l'emploi et amélioration des compétences, si l'on se base sur le nombre de sessions de formation organisées par le programme et le nombre de participants qui devraient trouver un emploi à leur issue, on prévoit approximativement 25 000 bénéficiaires. On peut ajouter quelque 10 000 bénéficiaires directs de la sous-composante développement des marchés et appui aux entreprises. On estime que la sous-composante relative à la ligne de crédit en faveur des microentreprises/entreprises familiales et PME devrait octroyer des prêts à quelque 6 000 microentreprises/entreprises familiales et, éventuellement, 200 PME – ce qui correspond à 6 200 bénéficiaires directs environ. De plus, le nombre de personnes censées trouver un emploi dans ces entreprises nouvelles ou en expansion est estimé à 10 000 environ. On peut donc s'attendre à ce que de 70 000 à 80 000 personnes, soit 50 000 ménages environ, bénéficient directement du programme. Le nombre de bénéficiaires indirects sera un multiple de ce chiffre.

36. En fournissant des fonds supplémentaires à long terme, qui seront prêtés aux taux du marché, le programme devrait avoir un impact positif sur la rentabilité des opérations de la BVADR dans les deux provinces. De plus, la formation et l'appui dont bénéficiera la BVADR devraient l'aider à améliorer la qualité de son crédit rural d'une manière générale et pas seulement la partie alimentée par des fonds du programme. En outre, l'introduction du fonds pilote de capital-risque à la BVADR pourrait, en cas de succès, lui fournir une nouvelle source de financement, accroissant ainsi sa rentabilité.

37. À long terme, le programme devrait avoir des retombées positives sur les recettes publiques. Le gouvernement dégagera une marge d'intérêt positive sur le prêt du FIDA et, chose plus importante encore, tirera des bénéfices grâce: i) au surcroît de taxes sur la valeur ajoutée provenant des biens du programme introduits dans l'économie de marché; et ii) à la taxation en aval des bénéfices et de l'emploi. Selon les estimations, le programme aura pendant les 15 premières années suivant son lancement un ratio coût-bénéfice fiscal égal à 2,0 environ.

H. Risques

38. Afin de contrecarrer le risque que les plus pauvres rencontrent des difficultés pour améliorer leur accès aux marchés, le processus de planification du développement de débouchés commerciaux au niveau de la commune a été conçu de manière à garantir la participation active des plus pauvres, y compris les minorités ethniques, à la planification et aux prises de décisions grâce aux groupes de parties prenantes qui représentent leurs intérêts. On s'emploiera à améliorer un peu plus l'inclusion de toutes les parties prenantes avec l'organisation de sessions ouvertes au niveau du village et l'affichage public des processus et des décisions. Bien qu'il existe un risque que les personnes, en particulier les membres des minorités ethniques, aient du mal à trouver du travail à l'issue de leur formation, la nature dynamique de l'économie et sa croissance rapide continueront d'entraîner une demande de main-d'œuvre qualifiée et semi-qualifiée. Les formations pratiques proposées par le programme sont étroitement liées à la demande spécifique de certaines compétences, ce qui atténuera ce risque, tandis que l'attention spéciale accordée aux minorités ethniques dans la conception du contenu des formations pratiques proposées par le programme, assortie du souci constant de toucher ces minorités, contribueront à éviter que les minorités ethniques ne parviennent pas à trouver du travail après la formation. En ce qui concerne la ligne de crédit et le fonds de capital-risque, le plus à craindre est que les fonds ne soient pas utilisés pour des entreprises qui profitent suffisamment aux communes du programme et aux habitants pauvres de ces communes. Les demandes de financement doivent répondre à des critères stricts énumérés dans le manuel des procédures, qui stipulera que les entreprises doivent démontrer leur impact sur les pauvres et les communes défavorisées. Un autre risque est que, compte tenu du caractère novateur du programme et du manque de familiarité avec le développement axé sur le marché, il s'avère difficile de trouver du personnel suffisamment qualifié pour occuper les principaux postes de responsabilité. Il est envisagé de recruter le personnel du programme à la fois dans les secteurs public et privé et de recourir à des incitations pour le recrutement et pour récompenser la performance en vue d'attirer le personnel le plus qualifié.

I. Impact sur l'environnement

39. Une étude et un classement relatifs à l'impact environnemental ont été effectués au stade de la formulation comme le requièrent les procédures du FIDA. Le programme devrait avoir un impact négatif limité sur l'environnement; cependant, parce qu'il va appuyer la remise en état/l'amélioration des petites infrastructures et le développement des petites entreprises, le programme a été classé dans la catégorie "B inférieure".

J. Aspects novateurs

40. Alors que les initiatives antérieures de développement de marchés privilégiaient avant tout le marché des produits et la promotion des filières, le présent programme est conçu pour répondre directement et indirectement aux contraintes et aux possibilités rencontrées par les ruraux pauvres lorsqu'ils tentent de prendre pied sur les différents marchés. Le rattachement de ces marchés à la mise en œuvre d'initiatives d'investissement constitue l'aspect novateur majeur du programme. Les initiatives visant à rendre l'environnement commercial plus favorable aux pauvres, associées aux approches générées par M4P, ouvrent des perspectives considérables d'introduction de solutions inédites et novatrices pour surmonter les dysfonctionnements et les lacunes du marché. De plus, le programme évalue la possibilité d'introduire, à titre pilote, le capital-risque à l'intention des PME, ce qui représente une nouveauté pour le Viet Nam (exception faite de quelques fonds d'actions destinés aux grands entrepreneurs dans les zones urbaines).

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

41. Un accord de financement entre la République socialiste du Viet Nam et le FIDA constituera l'instrument juridique au terme duquel l'assistance financière proposée sera consentie au gouvernement bénéficiaire. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de financement négocié est joint en annexe.

42. La République socialiste du Viet Nam est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

43. Je certifie que l'assistance financière proposée est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION

44. Je recommande que le Conseil d'administration approuve l'assistance financière proposée en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République socialiste du Viet Nam un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix-sept millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (17 550 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} juin 2046 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an, et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds fera à la République socialiste du Viet Nam un don en diverses monnaies d'un montant équivalant à deux cent soixante-dix mille droits de tirage spéciaux (270 000 DTS). Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Lennart Båge
Président

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS
L'ACCORD DE FINANCEMENT NÉGOCIÉ**

(Négociations conclues le 1^{er} septembre 2006)

1. **Accord de financement subsidiaire.** L'accord ci-après sera conclu entre le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam (le "Gouvernement") et la Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural (la BVADR) en ce qui concerne les activités du programme relatives au financement des entreprises:

- a) le Gouvernement transférera à la BVADR sur les fonds provenant du prêt un montant en monnaie locale équivalant à 3,7 millions de DTS destiné à la mise en œuvre de la composante du programme relative au financement des entreprises, conformément à la politique nationale relative à la rétrocession applicable aux projets financés par l'aide extérieure publique au développement, selon des conditions et modalités acceptables pour le FIDA;
- b) la BVADR versera les intérêts dus par le Gouvernement sur le montant du principal correspondant à la portion du crédit financée par le prêt et prélevée par la BVADR et sur le montant du principal du solde du crédit, de temps à autre, selon des conditions et modalités donnant satisfaction au FIDA;
- c) le Gouvernement mettra à la disposition de la BVADR, pour transfert à chaque succursale provinciale, une avance initiale en monnaie locale équivalant à 500 000 USD par succursale. La BVADR mettra à la disposition de chaque succursale provinciale sur ses fonds propres le montant de 125 000 USD. Chaque succursale provinciale de la BVADR pourra périodiquement, par l'entremise du siège de la BVADR, solliciter le réapprovisionnement de son compte à hauteur des paiements effectués sur ce compte, conformément à l'accord de financement subsidiaire et au plan de travail et budget annuel (PTBA) correspondant;
- d) l'accord de financement subsidiaire entrera en vigueur à la date à laquelle l'accord de financement du programme prend effet;
- e) le Gouvernement, par l'entremise de la BVADR, établira et maintiendra dans chaque succursale provinciale de la BVADR un fonds renouvelable pour la ligne de financement du crédit et un autre pour le fonds pilote de capital-risque dans lesquels seront déposés tous les produits nets provenant des crédits accordés directement ou indirectement au titre du prêt. La BVADR utilisera les fonds renouvelables pour accorder des crédits aux bénéficiaires admissibles du programme, conformément à l'accord de financement, jusqu'à la date d'achèvement du programme. Aux fins du présent paragraphe, l'expression "produits nets" s'entend de tous les montants remboursés au titre du principal ou versés au titre des intérêts, après déduction de frais d'exploitation et autres coûts raisonnables;
- f) le Gouvernement fournira sur les montants provenant du prêt à la BVADR une somme équivalant à 200 000 USD, sous forme de don, aux fins de mettre en œuvre les activités de financement des entreprises;
- g) la BVADR fournira au FIDA, à compter de l'entrée en vigueur du programme, des rapports trimestriels de situation, y compris une évaluation de l'exécution ainsi qu'un plan de travail et budget afférent à la mise en œuvre de la composante financement des entreprises pour le trimestre suivant dans le cadre du PTBA;

ANNEXE

- h) la BVADR contribuera à hauteur de 1,2 million de USD au financement de la composante du programme relative au financement des entreprises, selon des conditions et modalités à convenir;
- i) la BVADR mènera les activités prévues au titre du programme conformément aux procédures, principes et pratiques énoncés dans le manuel relatif aux opérations de crédit du programme, et s'engage à s'abstenir de procéder à toute cession, modification, abrogation ou dérogation eu égard à ce manuel ou à l'une quelconque de ses dispositions si le FIDA estime que ladite cession, modification, abrogation ou dérogation aura des conséquences matérielles préjudiciables sur la performance de la BVADR ou la mise en œuvre du programme;
- j) la BVADR déclare son adhésion au but et objectifs du programme et, pour atteindre lesdits but et objectifs, s'engagera à exécuter le programme conformément à l'accord de financement.

2. Comptes.

- a) L'UPC de la province de Ha Tinh ouvrira, puis maintiendra et gèrera auprès de la trésorerie provinciale, ou d'une autre banque proposée par le Gouvernement et agréée par le FIDA, deux comptes courants libellés en monnaie locale pour les opérations du programme dans la province de Ha Tinh. Les fonds du prêt et du don provenant du compte spécial et du compte de don respectivement, seront déposés sur les comptes susmentionnés et les paiements relatifs aux activités du programme de Ha Tinh seront effectués à partir de ces comptes, conformément au PTBA pour Ha Tinh, à l'exception des opérations relevant de la composante financement des entreprises.
- b) L'UPC de la province de Tra Vinh ouvrira, puis maintiendra et gèrera auprès de la trésorerie provinciale, ou d'une autre banque proposée par le Gouvernement et agréée par le FIDA, deux comptes courants libellés en monnaie locale pour les opérations du programme dans la province de Tra Vinh. Les fonds du prêt et du don provenant du compte spécial et du compte de don respectivement, seront déposés sur les comptes susmentionnés et les paiements relatifs aux activités du programme de Tra Vinh seront effectués à partir de ces comptes, conformément au PTBA pour Tra Vinh, à l'exception des opérations relevant de la composante financement des entreprises.
- c) La BVADR ouvrira, puis maintiendra et gèrera un compte courant en son siège et un dans chaque succursale provinciale, libellés en monnaie locale et destinés aux opérations de la composante du programme relative au financement des entreprises.

3. Le Gouvernement veillera à ce que, outre les fonds provenant du prêt et du don du FIDA, des fonds de contrepartie soient mis à disposition par les organismes chefs de file du programme pendant la période d'exécution du programme aux fins de sa mise en œuvre. Chaque organisme chef de file affectera au budget provincial du programme pour chaque exercice budgétaire un montant égal aux fonds de contrepartie sollicités dans le PTBA correspondant à l'année d'exécution considérée, et mettra ces montants à disposition du compte de la succursale provinciale pertinente par avance chaque trimestre.

4. Suivi.

- a) La section de chaque UPC en charge du S&E et de l'évaluation économique et de la BVADR seront chargées de créer et de gérer un système de S&E adapté et pleinement opérationnel. Ce système incorpore le schéma du système de gestion des résultats et de

l'impact du FIDA, l'objectif principal étant d'évaluer l'impact des interventions du programme sur les conditions de vie du groupe cible.

- b) Dans les trois mois qui suivent la date d'entrée en vigueur du programme, les indicateurs précis de suivi du système de S&E seront définis.

5. **Approche différenciée par sexe.** Le programme prendra des mesures pour assurer l'égalité entre les sexes, l'intégration des femmes et leur participation aux activités du programme en:

- a) prenant en compte la problématique hommes-femmes dans toutes les activités;
- b) visant à atteindre un taux de participation des femmes de 50% de femmes dans les organes décisionnels du programme, y compris les UPC, et en exigeant qu'elles soient représentées à au moins 30% dans ces organes;
- c) assurant que 50% au moins de femmes participent à la formation professionnelle spécialisée;
- d) assurant que 30% au moins des microentreprises familiales soutenues par le programme soient dirigées par une femme (pour passer à 50% d'ici la date d'achèvement du programme);
- e) encourageant les groupements féminins d'épargne et de crédit;
- f) axant particulièrement les activités d'alphabétisation du programme sur les femmes khmères;
- g) incluant dans le descriptif des attributions du personnel du programme l'obligation de prendre en compte la problématique hommes-femmes dans toutes les activités dans une optique pluridisciplinaire;
- h) différenciant les indicateurs de suivi par sexe, si nécessaire, pour permettre aux responsables du programme d'en évaluer l'impact distinct sur les femmes et sur les hommes, facilitant ainsi la réponse du programme aux enjeux et aux opportunités; et
- i) prévoyant un budget pour permettre aux responsables du programme de résoudre les questions liées à la problématique hommes-femmes au cours de l'exécution.

6. **Minorités ethniques.** Les minorités ethniques seront particulièrement visées au sein du groupe cible pour qu'elles bénéficient du programme. Les mesures particulières prises à cet égard seront les suivantes:

- a) Information et documentation sur le programme distribuées en langue khmère;
- b) alphabétisation à l'intention des Khmers;
- c) représentation proportionnelle des Khmers dans les groupes de planification des communes et dans les équipes d'animation des districts au sein des communautés qui comptent de nombreux Khmers;
- d) activités d'identification des besoins et de hiérarchisation des priorités axées sur les Khmers;

- e) participation prioritaire des Khmers, dans la mesure du possible, aux activités du programme, notamment la formation.

7. **Vérificateurs indépendants des comptes.** Chaque UPC sélectionnera des vérificateurs indépendants des comptes pour vérifier les comptes et états financiers correspondant à leurs activités respectives dans le cadre du programme en recourant à un appel d'offres ouvert. La sélection devra être examinée et approuvée par le FIDA.

8. **Effectifs.** Le Gouvernement veillera à ce que le personnel du programme à tous les niveaux soit recruté et engagé aux termes de contrats d'emploi satisfaisants.

9. **Véhicules.** Tous les véhicules achetés dans le cadre du programme seront exclusivement utilisés pour les activités de ce dernier.

10. **Suspension.** Outre les événements énoncés dans les Conditions générales, le FIDA:

a) peut suspendre, en totalité ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte du prêt et/ou du compte du don au cas où surviendrait l'un des événements énoncés dans le présent document ou décrits ci-après:

- i) l'accord de financement subsidiaire et/ou le manuel relatif aux opérations de crédit, ou l'une quelconque de leurs dispositions, ont fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou d'une modification sans le consentement préalable du FIDA, qui a établi que cette dérogation, cette suspension, cette abrogation, cet amendement ou cette modification a eu, ou est susceptible d'avoir, des conséquences matérielles préjudiciables sur le programme;
- ii) le droit du Gouvernement d'effectuer des retraits du don d'assistance technique de l'Allemagne et/ou, s'il est prorogé, du deuxième don d'assistance technique de l'Allemagne ou du don du DFID a été suspendu, annulé ou abrogé, en totalité ou en partie;
- iii) le manuel d'exécution du programme, ou l'une quelconque de ses dispositions, a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou d'une modification sans le consentement préalable du FIDA, qui a établi que cette dérogation, cette suspension, cette abrogation, cet amendement ou cette modification a eu, ou est susceptible d'avoir, des conséquences matérielles préjudiciables sur le programme;
- iv) le FIDA a informé le Gouvernement que des allégations crédibles de corruption ou de pratiques frauduleuses ont été portées à son attention au sujet du programme et que le Gouvernement n'a pas enquêté à fond et rapidement dans des conditions jugées satisfaisantes par le FIDA; ou si, ultérieurement, à partir des conclusions de l'enquête susmentionnée et de toute autre information dont il dispose, le FIDA, en consultation avec le Gouvernement, détermine que de telles pratiques ont bien eu lieu et que le Gouvernement n'a pas pris en temps voulu les mesures adaptées pour y remédier dans des conditions jugées satisfaisantes par le FIDA; ou

b) suspendra, en totalité ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte du prêt et/ou du compte de don si le rapport d'audit pour Ha Tinh, le rapport d'audit pour Tra Vinh ou le rapport d'audit pour la BVADR n'ont pas été achevés dans des conditions satisfaisantes dans les 12 mois à compter de la fin de l'exercice budgétaire.

11. **Conditions préalables aux retraits.** Les conditions préalables aux retraits des comptes du prêt et/ou du don sont les suivantes:

- a) aucun retrait ne peut être effectué pour les travaux de génie civil, les véhicules, les équipements et les matériaux, la formation et les ateliers, l'assistance technique, les études, l'aide technique pour l'appui aux marchés et aux entreprises, les activités communes appuyées par les budgets, l'exploitation et l'entretien, les salaires et les indemnités, tant que le PTBA et le plan de passation des marchés pour les 18 premiers mois n'auront pas été présentés au FIDA, et approuvés par ce dernier;
- b) aucun retrait ne peut être effectué au titre du budget d'incitation à la performance tant que les examens à mi-parcours ne seront pas achevés et que leurs recommandations ne seront pas formulées pour atteindre les objectifs de la composante relative au budget d'incitation à la performance;
- c) aucun retrait ne peut être effectué au titre des activités de rétrocession des fonds et de capital-risque tant que l'accord de financement subsidiaire, dont la forme et le fond donneront satisfaction au FIDA, n'aura pas été conclu par le Gouvernement et par la BVADR et qu'un exemplaire dudit accord signé n'aura pas été remis au FIDA.

12. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur.** Les conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de financement sont les suivantes:

- a) le comité consultatif provincial de gestion du programme et l'UPC de chaque province, dont l'énoncé des attributions aura été approuvé par le FIDA, ont été dûment établis et leur personnel recruté;
- b) les directeurs de projet des UPC ont été recrutés/détachés et dûment nommés par l'organisme d'exécution du programme concerné;
- c) le Gouvernement a dûment ouvert les comptes spéciaux, le compte devant recevoir le compte de don et les comptes de programme;
- d) l'accord de financement subsidiaire, dont le fond et la forme donnent satisfaction au FIDA, a dûment été signé par le Gouvernement et la BVADR; la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement et la BVADR ont été dûment autorisées ou ratifiées par toutes les instances institutionnelles, administratives et gouvernementales compétentes; et une copie de l'accord de financement subsidiaire signée, certifiée authentique et complète par un fonctionnaire compétent de l'État a été remise au FIDA;
- e) l'accord de financement a dûment été signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes; et
- f) un avis juridique favorable, délivré par le conseiller juridique du Gouvernement habilité à émettre de tels avis, et dont le fond comme la forme donnent satisfaction au FIDA, a été remis à ce dernier par le Gouvernement.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

VIET NAM

Land area (km² thousand) 2004 1/	325	GNI per capita (USD) 2004 1/	540
Total population (million) 2004 1/	82.16	GDP per capita growth (annual %) 2004 1/	6.6
Population density (people per km²) 2004 1/	252	Inflation, consumer prices (annual %) 2004 1/	8
Local currency	Dong (VND)	Exchange rate: USD 1 =	VND 16 000
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1998-2004 1/	1.2	GDP (USD million) 2004 1/	45 210
Crude birth rate (per thousand people) 2004 1/	18	GDP growth (annual %) 1/	
Crude death rate (per thousand people) 2004 1/	6	2003	7.3
Infant mortality rate (per thousand live births) 2004 1/	17	2004	7.7
Life expectancy at birth (years) 2004 1/	70	Sectoral distribution of GDP 2004 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% agriculture	22
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% industry	40
Total labour force (million) 2004 1/	43.12	% manufacturing	20
Female labour force as % of total 2004 1/	49	% services	38
Education		Consumption 2004 1/	
School enrolment, primary (% gross) 2004 1/	98	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	7
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2004 1/	10	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	65
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	28
Daily calorie supply per capita	n/a	Balance of Payments (USD million)	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2004 2/	36 a/	Merchandise exports 2004 1/	25 625
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2004 2/	33 a/	Merchandise imports 2004 1/	31 091
Health		Balance of merchandise trade	-5 466
Health expenditure, total (as % of GDP) 2004 1/	5 a/	Current account balances (USD million)	
Physicians (per thousand people)	1 a/	before official transfers 2004 1/	-2 525 a/
Population using improved water sources (%) 2002 2/	73	after official transfers 2004 1/	-604 a/
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	Foreign direct investment, net 2004 1/	1 610
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 2/	41	Government Finance	
Agriculture and Food		Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2004 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2004 1/	6 a/	Total expenditure (% of GDP) 2004 1/	n/a
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2004 1/	2 993 a/	Total external debt (USD million) 2004 1/	17 825
Food production index (1999-01=100) 2004 1/	124	Present value of debt (as % of GNI) 2004 1/	39
Cereal yield (kg per ha) 2004 1/	4 665	Total debt service (% of exports of goods and services) 2004 1/	6 a/
Land Use		Lending interest rate (%) 2004 1/	10 a/
Arable land as % of land area 2004 1/	21 a/	Deposit interest rate (%) 2004 1/	7 a/
Forest area as % of total land area 2004 1/	n/a		
Irrigated land as % of cropland 2004 1/	33 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2006

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2005

PREVIOUS IFAD FINANCING IN VIET NAM

Project Id	Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Denominated Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
328	Participatory Resource Management Project - Tuyen Quang Province	IFAD	UNOPS	HC	06 Apr 93	06 Aug 93	31 Dec 01	G - I - 576 - VN	USD	22 300	32%
328	Participatory Resource Management Project - Tuyen Quang Province	IFAD	UNOPS	HC	06 Apr 93	06 Aug 93	31 Dec 01	L - I - 328 - VN	SDR	13 350 000	100%
1007	Agricultural Resources Conservation and Development Project in Quang Binh Province	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 96	25 Mar 97	31 Dec 02	G - I - 28 - VN	USD	100 000	97%
1007	Agricultural Resources Conservation and Development Project in Quang Binh Province	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 96	25 Mar 97	31 Dec 02	L - I - 434 - VN	SDR	10 050 000	100%
1025	Ha Giang Development Project for Ethnic Minorities	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 97	27 Apr 98	30 Jun 04	G - I - 52 - VN	USD	50 000	43%
1025	Ha Giang Development Project for Ethnic Minorities	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 97	27 Apr 98	30 Jun 04	L - I - 460 - VN	SDR	9 200 000	100%
1091	Ha Tinh Rural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	29 Apr 99	17 Sep 99	31 Mar 06	G - I - 42 - VN	USD	100 000	14%
1091	Ha Tinh Rural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	29 Apr 99	17 Sep 99	31 Mar 06	G - I - 73 - VN	USD	100 000	72%
1091	Ha Tinh Rural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	29 Apr 99	17 Sep 99	31 Mar 06	L - I - 507 - VN	SDR	11 400 000	100%
1202	Rural Income Diversification Project in Tuyen Quang Province	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 01	21 Aug 02	31 Mar 09	G - I - 133 - VN	USD	60 000	99%
1202	Rural Income Diversification Project in Tuyen Quang Province	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 01	21 Aug 02	31 Mar 09	L - I - 578 - VN	SDR	16 400 000	48%
1272	Decentralized Programme for Rural Poverty Reduction in Ha Giang and Quang Binh Provinces	IFAD	UNOPS	HC	02 Dec 04	17 Aug 05	31 Mar 12	G - I - 728 - VN	SDR	430 000	
1272	Decentralized Programme for Rural Poverty Reduction in Ha Giang and Quang Binh Provinces	IFAD	UNOPS	HC	02 Dec 04	17 Aug 05	31 Mar 12	L - I - 647 - VN	SDR	16 100 000	1%

LOGICAL FRAMEWORK

A. RESULTS	INDICATORS (RIMS AND OTHERS) WITH TARGETS	M&E MECHANISMS AND SOURCES	ASSUMPTIONS AND RISKS
<p>Development Goal</p> <p><i>Contribute to sustainable improvement of incomes of poor people in rural areas in Viet Nam</i></p>	<p>Poverty: <u>Poor households' relative improvement of assets ownership index*</u> <u>Reduced child malnutrition* (f/m)¹:</u> % underweight (low weight for age), % stunting (low height for age), % wasting (low weight for height)</p> <p>Percentage of poor households in participating communes</p> <p><i>Rising</i> position of the two Provinces on the National Human Development Index</p> <p>Food Security: <u>Number of households that have improved food security</u></p> <p>Replicability: Number of provinces demonstrating interest in adopting the programme approaches to decentralised planning and budget management, and to improving the rural side of value chains</p> <p><i>* RIMS anchor indicators</i></p>	<p>Results & Impact Surveys (base-line, mid-term and completion)</p> <p>Results & Impact Surveys (base-line, mid-term and completion)</p> <p>Annual poverty assessments by the Ministry of Labour, Invalids and Social Affairs</p> <p>National Human Development Report</p> <p>Results & Impact Surveys (base-line, mid-term and completion)</p> <p>PCU records</p>	

¹ (f/m) means gender-disaggregated data collection.

A. RESULTS	INDICATORS (RIMS AND OTHERS) WITH TARGETS	M&E MECHANISMS AND SOURCES	ASSUMPTIONS AND RISKS
<p>Programme Purpose</p> <p><i>To facilitate the rural poor's access to and participation in markets in Ha Tinh and Tra Vinh Provinces, with relevance elsewhere in Viet Nam</i></p>	<p>Number of underemployed people (f/m) resident in the programme area at start-up who have achieved employment</p> <p><i>Increased</i> farm gate prices relative to the end value (of the three principal farm products per province)</p> <p>Number of jobs created in supported businesses (employed/self-employed)</p> <p>Extra: Number of participating communes in which government staff apply the improved planning processes</p> <p>Number of provinces participating in sharing programme experience on commune planning and budget management</p>	<p>Commune/District/Provincial statistics</p> <p>Annual commune reports</p> <p>Impact surveys by the KMU</p> <p>Surveys by PCUs</p> <p>PCU records on attendance of study tours and conferences</p> <p>Invitations of PCU and provincial staff to other provinces for experience sharing</p>	<p>Assumptions:</p> <p>Overall development efforts and investments in the programme provinces do not lag behind other provinces</p> <p>Results from Ha Tinh and Tra Vinh Provinces prove to be interesting to and replicable in other provinces</p>
B. OUTCOMES	INDICATORS (RIMS AND OTHERS) WITH TARGETS	M&E MECHANISMS AND SOURCES	ASSUMPTIONS AND RISKS
<i>1. Commune Market Opportunities Support Component</i>			
<p>Communes spend the Commune Market Opportunity Budgets (CMOBs) according to their priorities and market opportunities</p>	<p>100% of annual CMOB audits satisfactory</p> <p>X% increase of total value of production output</p> <p>X% increase of the value of marketed production</p> <p><u>Number of functioning (that is, found by PCU staff to be reasonably maintained) infrastructure projects (by type)</u></p> <p>80% of the poor state that at least 80% of CMOB investments meet their needs</p>	<p>Programme audit reports (including CMOB audits)</p> <p>Annual commune reports</p> <p>Annual commune reports</p> <p>Commune reports, verified by an opinion by the head of the Commune Planning Unit</p> <p>Surveys by PCUs</p>	

B. OUTCOMES	INDICATORS (RIMS AND OTHERS) WITH TARGETS	M&E MECHANISMS AND SOURCES	ASSUMPTIONS AND RISKS
<i>2. Enterprise/Job Facilitation and Market Development Component</i>			
Improved ability of the people in poor communes to participate in labour, commodity and finance markets	<p>2A. <i>At least 80% of the participants in job skill training get stable jobs² (m/f; poor/ non-poor; minority/ non-minority)</i></p> <p><i>Improved provincial performance in the Labour Training sub-index of the Provincial Competitiveness Index</i></p> <p>2B. <u>Number of enterprises established/ strengthened: 50% of participating entrepreneurs and collaborative groups, and 50% of participating farmers report measurable improvements to their businesses³</u></p> <p><i>At least 10 % of the entrepreneurs involved in the participating communes⁴ have increased employment or goods purchases from poor households</i></p> <p><i>Improved provincial performance in: (a) the overall Provincial Competitive-ness Index, and (b) the Private-Sector Development Services sub-index</i></p> <p>Amount of financing mobilised by entrepreneurs in the two provinces from the M4P-2 Challenge Fund</p> <p>Number of business plans eligible for programme financing (hhs/ SMEs)</p> <p>Number of business plans accepted for financing by banks (hhs/ SMEs)</p> <p><u>Number of jobs created by SMEs</u></p>	<p>Vocational training centre (VTC) and enterprise reports, based on student feedback when certificates are collected</p> <p>Representative surveys by the PCU in both VTCs and enter-prises 6 months after the training</p> <p>Regular publications by the Vietnam Chamber of Commerce and Industry</p> <p>Impact surveys by the KMU</p> <p>Impact surveys by the KMU (reference data available for 2006)</p> <p>Regular publications by the Vietnam Chamber of Commerce and Industry</p> <p>M4P-2 records</p> <p>Records of the Business Support Team of the PCU</p> <p>Records of the Business Support Team of the PCU</p> <p>Impact surveys by the KMU</p>	<p>2A. <i>Members of ethnic minorities who have participated in the skills training may lack motivation to accept jobs that are far from their communities.</i></p> <p>2B. <i>Too few enterprises may expand their operations in the programme area.</i></p> <p><i>In the participating communes that improve their market access, the poorest including ethnic minorities may be constrained in benefiting from the improvement.</i></p>
<i>3. Enterprise Financing Component</i>			
Appropriate and innovative financial services are available in the participating communes	<u>VBARD programme loan portfolio of US\$5.76 million by end-PY4, by purpose (hhs/ SMEs, f/m)</u>	For all VBARD savings and loan indicators:	<p><i>Risks:</i></p> <p><i>For the line of credit, there is little risk that the credit would not be available in the</i></p>

² Defined here as still being employed after 6 months with the perspective of continued employment.

³ Examples for improvements: more workers employed, production diversified, and products modified to suit demand.

⁴ This includes SMEs based outside the participating communes that are economically active within them.

B. OUTCOMES	INDICATORS (RIMS AND OTHERS) WITH TARGETS	M&E MECHANISMS AND SOURCES	ASSUMPTIONS AND RISKS
<p>and elsewhere in the provinces</p>	<p>Number of active programme loans (hhs/ SMEs)</p> <p>◆<u>Number of active programme borrowers (f/m, poor/non-poor, Khmer)</u></p> <p><u>Less than 3% portfolio-at-risk of programme loan portfolio (hhs/ SMEs)</u></p> <p>Programme loan portfolio <i>makes up at least 80%</i> of the VBARD programme loan facility</p> <p><i>Annual positive profit</i> of the participating Provincial VBARD offices (equals: more than 100% operating self-sufficiency)</p> <p><u>At least 5% annual increase of the VBARD savings portfolio in participating communes (m/f)</u></p> <p>To verify additionality: <i>positive real growth rate of</i>: total VBARD loan portfolio in the 2 Provinces minus the programme loan portfolio (hhs/ SMEs)</p> <p>Original amount of equity capital financed: <i>US\$1.00 million by end-PY4</i></p> <p>Number of equity investments</p> <p>Current value of the equity financed</p> <p>Number of jobs created per programme financing: <i>>1 job per US\$1 000 of programme-financed loans or equity</i></p>	<p>VBARD's MIS for project accounts (based on its regular management system)</p> <p>VBARD's records of its venture capital facility</p> <p>Impact surveys by the KMU</p>	<p><i>participating communes and elsewhere in the two provinces, the only risk is that the funds would not be used for enterprises that sufficiently benefit programme communes and the poor members of those communes</i></p> <p><i>For the venture capital fund, there is the risk that there could be too few SMEs that meet the criteria for funding by the fund within the two provinces to make the operation of the fund financially viable</i></p> <p>Assumption: the jobs created by SME financing are accessible to the rural poor and ethnic minorities</p>
<p>4. Programme Coordination Component</p>			
<p>Capacity to implement pro-poor market-oriented processes developed, and the experience shared</p>	<p>4A. Programme disbursement of IFAD loan as scheduled</p> <p>100% of programme audit reports unqualified and on-time</p> <p>100% of programme AWPBs satisfactory and on-time</p> <p>Number of operational Women's Savings and Credit Groups (WSCGs), active WSCG members (m/f ; minority/ non-minority), total WSCG savings, total WSCG loan portfolio, PAR (> 30 days), % of satisfactory annual WSCG reviews</p>	<p>PCU records</p> <p>Cooperating Institution</p> <p>Cooperating Institution</p> <p>Reports by WSCG support agency</p> <p>Annual assessment by the head of the Commune Planning Units</p>	<p>No significant assumptions</p> <p>Assumption: attending public relations events on the programme's management approaches is an expression of genuine interest.</p>

B. OUTCOMES	INDICATORS (RIMS AND OTHERS) WITH TARGETS	M&E MECHANISMS AND SOURCES	ASSUMPTIONS AND RISKS
	<p><i>Both</i> Provinces formally integrate the decentralisation of planning and budget administration to the commune level in the provincial planning tools</p> <p>4B. 100% of programme progress reports on-time</p> <p>Number of high-level government and donor visits to programme activities conducted</p> <p>Number of provinces participating in sharing programme experience on approach for improving the rural side of value chains.</p>	<p>Cooperating Institution</p> <p><i>KMU records</i></p> <p><i>KMU records on attendance of study visits and seminars</i></p>	
<i>5. Performance Incentive Budget Component</i>			
Successful programme activities expanded	Achieved number of targets that have been increased according to the allocation of the Performance Incentive Budget	KMU information system	No significant assumptions
C. OUTPUTS	INDICATORS (RIMS AND OTHERS) WITH TARGETS	M&E MECHANISMS AND SOURCES	ASSUMPTIONS & RISKS
Overall Programme	Number of persons receiving direct programme services (f/m, poor/non-poor, Khmer)	PCU records: adding up all the indicators marked with a ♣, eliminating any double counting	
<i>1. Commune Market Opportunities Support Component</i>			
<p>1A & 1B. Market opportunity planning conceptualised and operational for the programme communes, based on Rapid Market Appraisals (RMAs) and participatory processes</p> <p>1C. CMOB administration operational to support the market-related management capacity, women's savings and credit groups and market-related infrastructure</p>	<p>1A. Number of village awareness seminars</p> <p><i>1 120 persons</i> trained in commune planning (m/f)</p> <p><i>160</i> commune-based persons trained in accounting (m/f)</p> <p>1B. Number of village priority meetings</p> <p>Number of participants of village priority meetings (f/m, poor/non-poor, Khmer)</p>	<p>Commune reports</p> <p>Commune reports</p> <p>PCU training records</p> <p>Commune reports</p> <p>Commune reports</p> <p>Commune reports</p> <p>PCU documents registry</p> <p>Commune reports</p> <p>Commune reports</p> <p>Commune reports</p> <p>Commune reports</p> <p>Commune reports</p> <p>Commune reports</p>	<p><i>A risk is that while the majority of the population of the participating poor communes improve their access to the markets, the poorest including ethnic minorities may be constrained in so doing</i></p>

C. OUTPUTS	INDICATORS (RIMS AND OTHERS) WITH TARGETS	M&E MECHANISMS AND SOURCES	ASSUMPTIONS & RISKS
	<p>90% of the planning exercises (village priority meetings and CMOB preparation sessions) apply the core programme process⁵</p> <p>240 approved Commune Market Opportunity Plans (overall/ updated)</p> <p>1C. CMOB disbursement for market-related capacity-building</p> <p>CMOB disbursement for capitalising women's savings & credit groups</p> <p>CMOB disbursement for infrastructure</p> <p><u>Number of infrastructure projects implemented (by type)</u></p> <p><u>km of roads constructed/ rehabilitated</u></p> <p><u>ha of irrigation schemes rehabilitated/ constructed</u></p> <p>♣52 000 persons receiving direct benefits from CMOB projects (f/m, poor/non-poor, Khmer) including: <u>Number of farmers working on rehabilitated/ new irrigation schemes</u></p>	<p>Commune reports on completed CMOB projects: training, capacity-building, capitalisation of WSCGs, infrastructure with directly identifiable beneficiaries (roads and other general infrastructure would not be reflected here)</p>	
<i>2. Enterprise/Job Facilitation and Market Development Component</i>			
<p>2A. The poor know about and use job linkage and skills development training</p> <p>2B. - Improved environment for business development, service provision and commodity market linkage within both provinces</p>	<p>2A. ♣25 000 people (50% women) successfully trained in productive skills⁶ (f/m, poor/non-poor, Khmer):</p> <ul style="list-style-type: none"> - 12 000 in commune-based courses - 8 000 in province and district courses - 5 000 in enterprise-based courses <p>2B. Provincial Trade and Investment Fair undertaken successfully</p>	<p>Training records of the participating VTCs and enterprises</p> <p>All indicators for 2B: Records of the PCU Business Support Team</p>	<p><i>Ethnic minority members who attended the skills training may be regarded as poorly trained as a result of quotas; and may lack the motivation to take jobs that are far from their communities</i></p> <p><i>Too few enterprises expanding operations in the provinces</i></p>

⁵ This would include the essential requirements of the standard CMOP process, namely: a) use of planning information (market studies), b) involvement of private sector operators, c) determination of priorities in stakeholder sub-groups, and d) budgeting of available CMOB funds according to the programme's eligibility standards.

⁶ Defined as participants receiving certificates after short-term job skills training courses.

C. OUTPUTS	INDICATORS (RIMS AND OTHERS) WITH TARGETS	M&E MECHANISMS AND SOURCES	ASSUMPTIONS & RISKS
<p>- Facilitation of forward and backward enterprise linkages in value chains within both provinces</p> <p>- Successful provision of business development services for MSME within both provinces</p>	<p>Provincial Trade and Investment Directory produced and distributed</p> <p>Provincial Business Development Board formed and operational</p> <p>Number of commodity groups identified (agricultural-based/other stakeholder groups)</p> <p>Stakeholder groups with women leaders (agricultural-based/other groups)</p> <p>♣ Number of entrepreneurs/collaborative groups/farmers that are using the support packages (f/m, poor/non-poor, Khmer)</p> <p>Business and Market Linkage Support Fund established and operational</p>		
<i>3. Enterprise Financing Component</i>			
<p>VBARD's capacity to extend loans for productive investments by households and SMEs is increased</p> <p>VBARD venture capital fund established</p>	<p>Number of loan officers and other staff trained in loan appraisal and follow-up (m/f)</p> <p>Draw-down of IFAD credit funds: <i>100% by end-PY4</i></p> <p>Statute, operations manual of the venture capital fund completed</p> <p>Board of the venture capital fund appointed</p> <p>Staff of the venture capital fund appointed and trained</p>	<p>VBARD training records</p> <p>KMU documents registry</p> <p>Notification by VBARD to KMU</p> <p>VBARD training records</p>	<p>No significant assumptions</p>
<i>4. Programme Coordination Component</i>			
<p>4A. The PCUs have sufficient capacity for programme management</p> <p>Provincial Working Group on Decentralisation established and operational</p> <p>4B. The KMU is established and operational</p>	<p>4A. <i>100%</i> of agreed PCU staff on post</p> <p>Number of PCU staff trained in participatory approaches</p> <p>Number of PCU staff trained in M&E</p> <p>♣ Number of WSCG members trained (f/m, poor/non-poor, Khmer)</p>	<p>PCU records</p> <p>PCU records</p> <p>PCU records</p> <p>WSCG support agency reports</p> <p>Contracted agency reports</p> <p>PCU records</p> <p>KMU records</p> <p>KMU records</p> <p>KMU records</p>	<p><i>Risk: Due to the innovative character of the programme and the lack of familiarity with market-based development, it could be difficult to find suitably qualified staff to fill key management position</i></p> <p><i>Risk: The successful implementation of the KMU is contingent on the financing of the second phase of M4P from DFID</i></p>

C. OUTPUTS	INDICATORS (RIMS AND OTHERS) WITH TARGETS	M&E MECHANISMS AND SOURCES	ASSUMPTIONS & RISKS
	♣2 700 persons trained in literacy (f/m, poor/non-poor, Khmer) Number of WSCG support agency staff trained (m/f) Meeting minutes and agreed activity plan 4B. 100% of agreed KMU staff on post Number of seminars and workshops conducted Number of analytical papers published		
<i>5. Performance Incentive Budget Component</i>			
Resources are made available for effective programme activities	% of Performance Incentive Budget resources allocated according to technical and geographic criteria and following thorough evaluation	Programme supervision reports by Cooperating Institution	No significant assumptions

IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS AND RESPONSIBILITIES

A. Programme Coordination and Management

1. **Programme coordination and oversight.** The following bodies would be responsible for guiding programme implementation and ensuring efficient implementation.

- Provincial Programme Management Advisory Committee. This committee would operate as the senior decision making body for the programme in each province, responsible for reviewing the AWPBs and procurement plan and for providing high level policy and strategic guidance, chaired by the Chairperson of the Provincial People's Committee (PPC). The PPC would be responsible for formally endorsing the AWPBs and procurement plan.
- Common Interest Forums. Programme management, in consultation with the Programme Management Advisory Committee, would form a number of forums to represent the concerns and aspirations of key interest groups in each province.
- District Programme Management Advisory Committees. This committee would have responsibility for coordinating programme activities at the district level, ensuring synergies and lessons learned are shared among its communes, and ensuring the efficiency of the District Programme Support Team, chaired by the Chairman of the District People's Committee.
- Commune Programme Management Advisory Committees. This committee would act as a reference group for the commune to ensure that all stakeholders are fairly represented in decision-making and would oversee the work of the Commune Planning Support Team. It will include representatives of the different segments of society in the commune including: the Commune People's Committee (CPC), villages, women, youth, ethnic minorities,

2. **Programme management arrangements.** Programme management would operate at province, district and commune levels through the Provincial Coordination Units, District Programme Support Teams; and Commune Programme Support Teams. At the central level, there would be a Knowledge Management Unit, supporting management.

- Provincial Coordination Unit. Each PCU would have the following staffing: Programme Director, Deputy Director, Credit Coordinator, Market, Jobs and Business Development Unit, Commune Planning Unit, M&E and Economic Assessment Unit, Finance and Administration Unit and support staff.
- District Programme Support Teams. The Team would be responsible to support programme activities in its district and would have three key areas of concentration: monitoring and evaluation, backstopping commune planning and implementation, and building up the capacity of the district in promoting market/business development. Two full-time staff would be recruited by the PCU: M&E/Planning Assistant and Marketing/BDS Assistant. The Chairman of the District People's Committee would be involved in a part-time basis.
- Commune Programme Support Teams. The Team would be responsible to support programme activities in its commune. Two full-time staff would be recruited by the PCU: Commune Development Facilitator and CMOB Accountant, supported by two senior members of the Commune People's Committee: the Chairperson and the Cashier, who would participate on a part-time basis.
- Knowledge Management Unit (KMU). The KMU would play a proactive role in knowledge sharing, implementation support in specialised areas of market development and

innovative financing initiatives, support for monitoring and reporting, communication and advocacy, bringing together responses to policy issues in each province, aid coherence and effectiveness.

B. Implementation arrangements by component

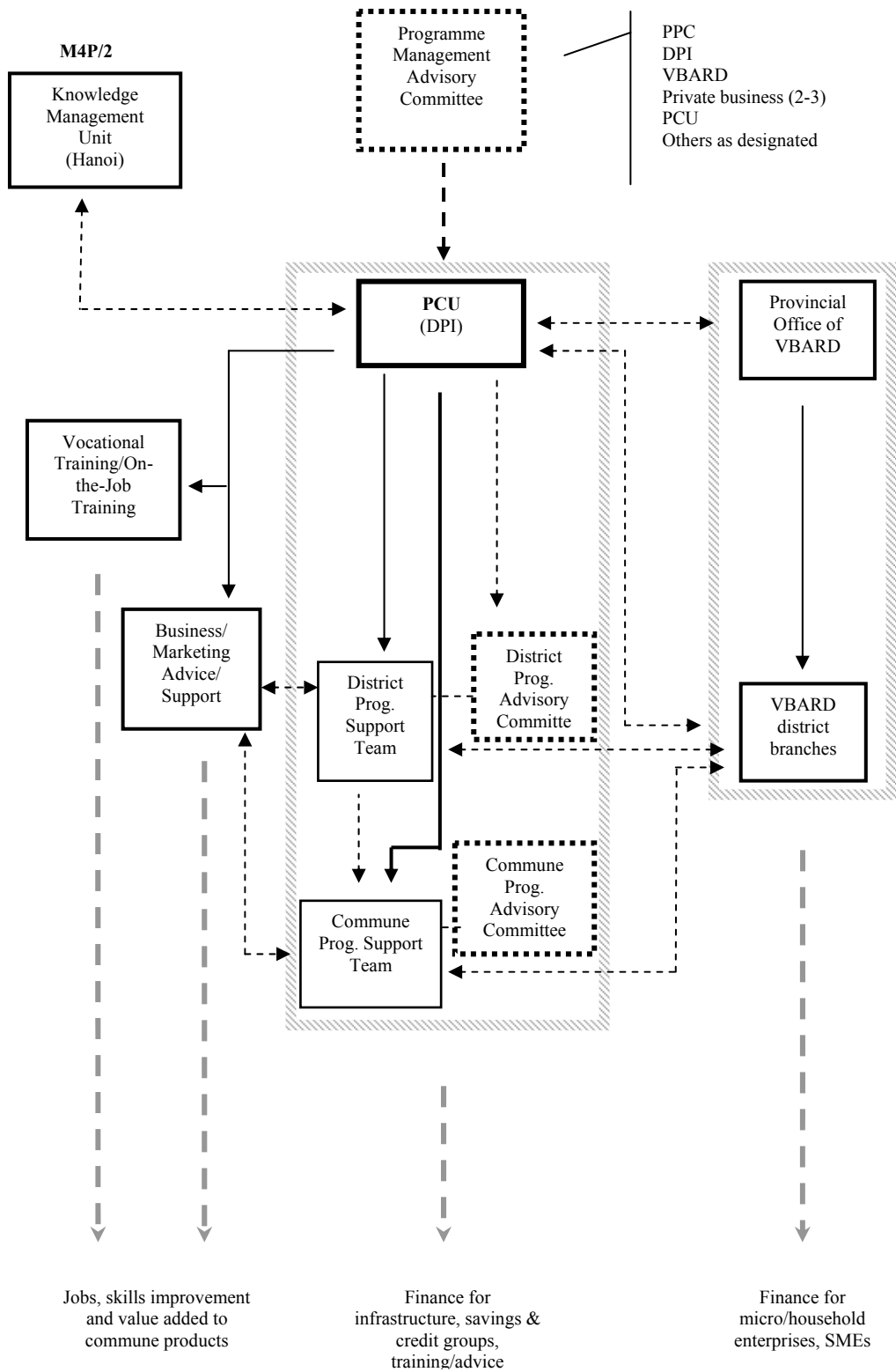
3. **Commune market opportunities support.** The implementation of the component would involve four bodies: (i) the PCU-based Commune Planning Units (one per province), (ii) Commune Programme Support Teams, (iii) Commune Programme Management Advisory Committee and (iv) commune stakeholder groups. A cornerstone of commune planning in developing ideas for the commune market opportunity plan would be stakeholder groups. They would not necessarily be based within a single village, and could include groupings based on occupation/activity, gender, ethnicity, age or shared interest. The commune planning process would be repeated annually over the three-year period during which the Commune Market Opportunities Budget would be implemented.

4. **Jobs/enterprise facilitation and market development.** The Jobs Linkage and Skills Improvement and Market Development and Business Support subcomponents would involve four bodies: (i) Market, Job and Business Development Unit of the PCU in each province, (ii) support by TA funded by GTZ, (iii) District Programme Support Teams, and (iv) Commune Programme Support Team. The Market, Job and Business Development Unit would operate as a mobile team and spend much of their time in the first two years with programme communes assessing demand and subsequently success in skills training and job placement; and enterprises, identifying those that have a demand for labour that could be met by poor households and those that would be interested in partnering with the programme in training workers to take up jobs in their enterprises. Support would be made available for households within programme communes carrying out or wishing to embark on processing, marketing or service businesses which improve livelihoods; collaborative groups within supported communes wishing to undertake similar value adding business activities; and existing SMEs and private entrepreneurs within the province creating jobs or providing services which tie into the value chains of programme beneficiaries.

5. **Enterprise financing.** The VBARD provincial branches would assume full responsibility for implementing the programme's line of credit and the pilot venture capital funds. The Line of Credit would be guided by a credit policy and operations manual that would be finalized at the beginning of the programme. pilot venture capital funds would be two separate provincial 'Trusts' whose objectives are geared to encouraging investment in job creating SMEs within the province in a sustainable and profitable way, through direct investments. The Funds would be managed on a contract basis by VBARD, whose fee for managing them would initially be paid by the programme. Technical assistance sourced from the programme's Knowledge Management Unit would be recruited at the start of the programme to assist the VBARD provincial and headquarters staff from both the SME Department and the Investment Department, in drafting both the detailed charter for the Funds and their implementation manuals.

ORGANIGRAMME

IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS



PROCUREMENT ARRANGEMENTS
(US\$ '000)

	Procurement Method						Total
	Local Competitive Bidding	Local Shopping	Force Account	Community Participation in Procurement	Financial Intermediaries	Other /a	
Civil Works	152 (138)	-	-	-	-	-	152 (138)
Vehicles	412 (181)	-	-	-	-	-	412 (181)
Equipment and Materials	99 (75)	296 (226)	-	-	-	-	394 (302)
Training and Workshops	-	4 998 (3 721)	-	-	-	-	4 998 (3 721)
Technical Assistance and Studies	-	4 731 (979)	-	-	-	-	4 731 (979)
Commune Budget-supported Activities	-	-	-	13 617 (11 603)	-	-	13 617 (11 603)
Enterprise and Market Support Fund TA	-	1 320 (910)	-	-	-	-	1 320 (910)
Performance Incentive Budget	-	-	-	-	-	1 500 (1 500)	1 500 (1 500)
On lending Funds and Venture Capital	-	-	-	-	7 000 (5 800)	-	7 000 (5 800)
Salaries and Allowances	-	1 427 (374)	951 (249)	-	-	-	2 378 (623)
Operating and Maintenance	-	798 (231)	-	-	-	-	798 (231)
Total	663 (395)	13 570 (6 441)	951 (249)	13 617 (11 603)	7 000 (5 800)	1 500 (1 500)	37 301 (25 988)

Note: Figures in parenthesis are the respective amounts financed by the IFAD Loan.

\a The procurement methods for the Performance Incentive Budget would be determined with the reallocation to be proposed at the MTR.

